



Communiqué de presse

8^e sondage Alimentation et activité physique

Berne, le 30 septembre 2021

EMBARGO, 30 septembre 2021, 10 h 30

La pandémie accroît la sensibilité pour les questions liées à l'alimentation et l'activité physique

Pour la première fois depuis 2016, l'intérêt pour les questions liées à l'alimentation et à l'activité physique s'est accru. Ce regain de sensibilité pour ces thèmes renforce l'aspiration à la responsabilité individuelle. Les Suisses et les Suissesses privilégient par exemple les mesures libérales dans l'approche du surpoids. Tels sont les principaux constats du sondage Alimentation et activité physique 2021 de gfs.bern, réalisé sous forme d'enquête représentative.

Intérêt et niveau d'information à la hausse pour la première fois depuis 2016

La pandémie et les restrictions qui y sont associées ont sensibilisé la population aux questions liées à l'alimentation et à l'activité physique. La part des personnes qui s'intéressent à ces thématiques a augmenté de 9 points de pourcentage par rapport au sondage de l'année passée, rompant la tendance au désintérêt observée de 2016 à 2020. 86 % des personnes interrogées se sont déclarées plutôt intéressées ou très intéressées, les femmes davantage que les hommes (91 % contre 81 %).

Le niveau d'information concernant les questions liées à l'alimentation, en forte progression, a gagné 11 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. 83 % des personnes interrogées se sentent plutôt bien ou très bien informées sur ces questions, et même 85 % sur le thème de l'activité physique (contre 69 % en 2020). Cette forte progression signale une sensibilité accrue. La communication en relation avec la pandémie, qui place les personnes en surpoids dans le groupe à risque ou donne à penser que le télétravail peut entraîner un manque d'exercice, a probablement contribué à cette évolution.

Alimentation et activité physique pendant la pandémie

72 % des personnes interrogées déclarent que le restaurant leur a manqué pendant le confinement, et 48 % cuisinent davantage depuis la pandémie. 42 % ont remarqué combien l'exercice était important pour le corps, et 26 % font plus de sport. La pandémie a amené 25 % des personnes à adopter une alimentation plus réfléchie. Les résultats du sondage montrent aussi que les Suisses et les Suissesses maîtrisent leur mode alimentaire. Depuis la pandémie, une majorité n'a pas augmenté sa consommation de sucreries et n'a pas pris de poids. Une grande majorité des personnes interrogées a déclaré de ne pas avoir non plus augmenté sa consommation d'alcool et d'aliments malsains.



Les mesures préventives sont très bien accueillies

La sensibilité accrue aux questions touchant à l'alimentation et à l'exercice physique a renforcé l'aspiration à la responsabilité individuelle. Le rôle du consommateur est venu encore plus sur le devant de la scène. Les mesures prises par l'État pour protéger la population contre le surpoids ne sont certes pas suffisantes aux yeux d'une majorité, mais les personnes interrogées rejettent avec vigueur toute restriction. Les restrictions que la population a subies depuis la pandémie ont manifestement alimenté une attitude critique vis-à-vis des politiques restrictives. Les mesures libérales sont mieux reçues par la population, à l'image des programmes de prévention (89 % d'adhésion), des projets en collaboration avec le secteur privé (87 %), des cours de diététique dans les écoles (84 %) de la promotion du sport dans les écoles (81 %).

Ces quatre catégories de mesures, qui sont les plus populaires, ont ceci en commun qu'elles promeuvent la sensibilité aux questions touchant à l'alimentation et à l'activité physique et qu'elles renforcent ainsi un comportement responsable. L'interdiction de la publicité ciblant spécifiquement les enfants vient au cinquième rang. La population en âge de voter continue par ailleurs de rejeter clairement une interdiction des denrées alimentaires considérées comme mauvaises pour la santé ou un impôt supplémentaire sur les denrées alimentaires contenant du sucre, du sel ou des graisses. Ces deux mesures ne recueillent que respectivement 28 % et 26 % d'adhésion.

La question de la responsabilité gagne en importance

De pair avec la sensibilité accrue aux questions touchant à l'alimentation et à l'activité physique, la question de la responsabilité individuelle gagne en importance. L'affirmation selon laquelle les consommateurs peuvent contribuer à une alimentation équilibrée assortie d'une activité physique suffisante est celle qui recueille la plus forte adhésion, avec 7,9 points sur une échelle de 10. Suivent la famille et les amis (7,2) ainsi que l'école (7,0). Il est probable que les personnes interrogées pensent ici aux enfants qui sont amenés à un mode de vie sain grâce à une information précoce. Les acteurs qui portent le moins de responsabilité sont, d'après personnes interrogées, les producteurs de denrées alimentaires (5,6), le secteur des boissons (5,2) et les politiques (4,7).

Un impôt sur le sucre est perçu comme une mesure injuste

Indépendamment de cette appréciation, le secteur des boissons prend ses responsabilités et réduit de son propre chef la teneur en sucre de ses produits. De 2005 à 2019, les fabricants de boissons rafraîchissantes ont abaissé la teneur en sucre de 17 % dans l'ensemble. Aujourd'hui, 40 % des boissons rafraîchissantes produites en Suisse sont sans sucre ou à teneur en sucre réduite. Les producteurs répondent ainsi aux besoins et souhaits d'alimentation allégée et permettent ainsi un choix éclairé. Plus de trois quarts des personnes interrogées estiment que l'offre de boissons sans sucre ou à teneur réduite en sucre est suffisante. Elles sont 71 % à rejeter un impôt sur le sucre. 80 % considèrent un tel impôt comme injuste parce qu'il frappe plus durement les pauvres. Seuls 24 % pensent qu'un impôt supplémentaire sur les denrées alimentaires pourrait influencer sur la consommation.



GRUPE D'INFORMATION BOISSONS RAFRAÎCHISSANTES

91 % des personnes interrogées estiment que le secteur alimentaire ne devrait pas ajouter de sucre « caché » dans les plats cuisinés. Il convient de noter ici que la teneur en sucre des denrées alimentaires est précisée dans la liste des ingrédients. L'affirmation selon laquelle le sucre est mauvais pour la santé et devrait être limité par l'État est celle qui recueille le moins d'adhésion (36 %). On observe sur ce point des différences entre les régions linguistiques : en Suisse romande, une courte majorité (53 %) est d'accord avec cette affirmation, contre une minorité en Suisse alémanique (31 %).

L'étiquetage des denrées alimentaires est mieux reçu

En 2016, 70 % des personnes interrogées étaient encore d'avis que l'étiquetage usuel des denrées alimentaires était suffisant pour renseigner sur la valeur nutritionnelle des produits. Cette proportion a chuté dans les années qui ont suivi, pour s'inscrire à 52 % en 2020. Cette valeur est repartie à la hausse en 2021 (57 %). Le système de code couleur est très bien accueilli : 79 % des votants seraient plus tôt ou tout à fait d'accord qu'un tel système devienne la norme légale.

Le 8^e sondage Alimentation et activité physique a été réalisé par gfs.bern pour le Groupe d'information Boissons rafraîchissantes sous la forme d'une enquête représentative auprès de quelque 1000 personnes en âge de voter en Suisse.

Renseignements :

CN Lorenz Hess, président : 079 356 59 26

Marcel Kreber, secrétaire : 079 650 48 73

Le « groupe d'information Boissons rafraîchissantes : vivre activement et boire de manière responsable » est un groupe indépendant axé sur le dialogue et composé de représentants des producteurs de boissons rafraîchissantes et de personnalités politiques nationales. Il a été fondé en 2013 à l'initiative des producteurs de boissons rafraîchissantes.

Pour de plus amples informations : www.gi-boissons-rafraichissantes.ch

Twitter : @info_IGEG